

Discours de vœux – Hautes personnalités et presse
Mercredi 19 janvier 2011

Monsieur le Vice-Président du Conseil d'Etat,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil constitutionnel,
Monsieur le Premier Président de la Cour de cassation,
Monsieur le Procureur Général près la Cour de cassation,
Mesdames, Messieurs les Hauts magistrats,
Monsieur le Préfet de région,
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,
Mesdames, Messieurs les représentants des professions du droit,
Mesdames, Messieurs les magistrats et personnels du ministère de la Justice,
Mesdames, Messieurs les journalistes,

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis de vous accueillir si nombreux aujourd'hui : l'occasion m'est ainsi donnée de **vous adresser à toutes et tous mes vœux de bonheur, d'accomplissement personnel et professionnel, en cette nouvelle année qui s'annonce riche de défis et porteuse d'avancées pour la justice.**

Les cérémonies se succèdent depuis quelques semaines, j'ai entendu bien des choses ; protocole oblige, j'ai beaucoup écouté et je me suis peu exprimé. Chacun y va de son interprétation des événements, décisions, textes à venir... La tonalité est très souvent, trop souvent, négative, et malheureusement en ces moments où il conviendrait d'élever le débat. L'excès nuit en tout.

Tout en restant lucide sur la situation, **mon devoir en tant que garde des sceaux et ministre de la justice est de défendre la sérénité qui sied à la justice et de rappeler celle-ci est rendue au bénéfice des citoyens.** Elle n'est pas la propriété de quelques-uns, elle est un devoir de l'Etat envers le peuple. En faire un tout autre sujet c'est souvent se tromper de débat.

Vous ne me trouverez pas à vos côtés pour polémiquer ou relayer des inquiétudes infondées ; mon écoute n'est ni signe de faiblesse, ni de complicité.

Alors aujourd'hui, dans un climat que je souhaite apaiser, je veux vous livrer quelques réflexions et tracer aussi nos perspectives pour 2011.

Nos objectifs sont clairs : nous poursuivrons la modernisation de notre justice pour garantir son efficacité et le service rendu au justiciable. Nous ne pouvons différer les réformes nécessaires uniquement par crainte du changement ; l'immobilisme est notre ennemi commun. Mais **soyons conscients des priorités aussi : tout ne peut pas se faire en même temps**, il faut conduire l'action mais la conduire de façon ordonnée, raisonnée.

La justice exige aussi des **valeurs humanité, professionnalisme et raison gardée** : elles doivent guider nos actions et les réformes emblématiques que nous portons en 2011.

I. Mon ambition est celle d'une justice de qualité, qui soit à la fois efficace et accessible

1. Beaucoup a déjà été fait, mais nous pouvons faire plus encore, pour améliorer **l'accès à la justice et au droit** : cette exigence fondamentale conduira mon action.

Nos concitoyens se sentent souvent perdus dans l'univers complexe des institutions judiciaires, il faut les aider à dépasser leurs appréhensions en leur offrant des structures plus lisibles, en les accompagnant dans leurs démarches, mais également en menant un effort d'explication et de pédagogie.

○ L'action menée pour les **victimes** doit être plus particulièrement **renforcée**.

Des structures dédiées, les **bureaux d'aide aux victimes**, sont là pour les écouter, les guider tout au long de la procédure judiciaire, et les soutenir (de l'introduction de la plainte jusqu'au recouvrement des réparations).

J'ai récemment inauguré le **27^{ème} bureau** d'aide aux victimes. Et d'ici fin janvier, nous serons à **33 bureaux sur les 50 programmés à l'horizon 2012**

par le gouvernement. Ce **maillage territorial** est la garantie d'un suivi personnalisé.

- Je tiens à cette **proximité**, pour les victimes mais aussi pour l'ensemble de nos concitoyens, c'est la raison pour laquelle je **donnerai tous les moyens aux acteurs du ministère de la justice qui sur le terrain assurent des missions essentielles, dans des conditions qui souvent ne sont pas simples** (je pense à l'administration pénitentiaire, à la protection judiciaire de la jeunesse, mais aussi à tous nos partenaires institutionnels et associatifs très impliqués sur le terrain).

Le **terrain** voilà bien ce qui est au cœur de notre action. J'en suis intimement convaincu, c'est une force de savoir écouter et prendre en considération les retours d'expérience.

- Nos concitoyens sont aussi en attente d'**explication sur la justice**, nous devons mener un effort de **pédagogie**, prendre le temps de l'explication mais aussi mettre à leur disposition des outils simples et intelligents.

JustiMemo, que nous lançons aujourd'hui, participe à ce mouvement. Le public pourra désormais accéder, en ligne, à la première base d'informations pédagogique et interactive sur l'univers de la Justice comprenant plus de 100 fiches et plus de 250 reportages et vidéos. La démarche se veut attractive, dynamique et fondée sur le partage d'informations.

- Le service rendu au justiciable a été depuis quelques années considérablement amélioré. Nous poursuivrons dans cette voie avec l'introduction des **jurés populaires en correctionnelle**. Nous étendrons ainsi la participation des citoyens à la décision de justice pour les délits les plus graves, à l'instar de ce qui existe déjà pour les crimes. **La solennité, la complexité de l'institution ont parfois éloigné les Français de leur justice** ; cet effort d'association constitue aussi pour les citoyens un devoir

civique comme le rappelait récemment le président de la République ; il doit être conduit sans a priori, et dans un esprit de dialogue afin de définir les solutions les plus équilibrées.

2. Des **réformes d'envergure de l'organisation judiciaire** sont désormais acquises. Nous voici parvenu, au 1^{er} janvier 2011, à la nouvelle **carte judiciaire**.

- Cette réforme était **nécessaire** : il fallait clarifier la répartition des juridictions sur le territoire et assurer une meilleure répartition de leurs moyens.
- Elle a été menée avec résolution, et courage aussi de la part des personnels ; ses conséquences humaines sont réelles.

Je veux dire ici toute **l'importance de l'accompagnement social et financier des réformes** : la modernisation doit toujours s'opérer avec humanité, avec attention envers les situations individuelles. C'est une vigilance dont nous avons toujours fait preuve : comme en témoignent donc la réforme de la carte judiciaire mais aussi celle de la représentation des cours d'appel.

Mais, cette vigilance accompagne l'action, car la poursuite du bien commun impose d'**avancer dans la voie du changement**. Je souligne à ce titre **l'importante modernisation** dans laquelle sont aujourd'hui engagées les professions du droit avec plusieurs textes récemment adoptés ou en cours d'examen.

3. Nous devons apporter aussi des réponses plus efficaces

Beaucoup a été fait, notamment en 2010, pour améliorer l'efficacité de la réponse judiciaire, de la réponse pénale, et en particulier pour lutter contre la récidive et contre les violences intrafamiliales. Nous devons poursuivre sur deux questions cruciales : l'exécution effective des peines, la délinquance des mineurs.

L'efficacité de la justice c'est sa capacité à apporter des réponses effectives, dans des délais raisonnables.

○ A ce sujet, je salue particulièrement les résultats obtenus par la juridiction administrative, dont les délais de jugement, à tous les niveaux d'ailleurs (tribunaux administratifs, cours administratives d'appel et Conseil d'Etat) n'ont jamais été aussi courts (un an chacun en moyenne). C'est la marque d'un engagement fort de l'ensemble de leurs personnels, que je salue, et le signe, aussi, de l'efficacité des outils de gestion qui ont été mis en place. J'en remercie le vice-président du Conseil d'Etat et me permets de l'encourager à poursuivre dans cette voie.

○ Mais juger vite ne suffit pas, nous devons encore **aller au bout de la décision de justice** : et dans le champ pénal notamment, encore **beaucoup trop de peines sont inexécutées**. Cette situation n'est pas acceptable, elle fait perdre son sens et sa crédibilité à la décision de justice, tant pour les condamnés, pour les victimes aussi.

J'ai demandé à mes services la plus **grande vigilance dans le suivi et la mise en œuvre de cette priorité**. Et je serai très attentif aux résultats sur le taux et les délais d'exécution ; nous travaillons à renforcer la collaboration entre les acteurs de la chaîne d'exécution. Nous devons aussi poursuivre dans la voie des aménagement de peine, j'ai fixé à cet égard des objectifs chiffrés : nous passerons ainsi de 5 000 à 12 000 placements sous surveillance électronique.

○ Nous devons trouver des **solutions techniques** aussi **pour améliorer les délais de traitement des litiges**, alors que la charge de travail des juridictions s'accroît.

- L'apport des **nouvelles technologies** est incontestable pour accélérer et fluidifier les procédures judiciaires : la justice civile, la justice pénale avancent

d'ailleurs à grands pas dans la voie de la communication électronique, de la dématérialisation des procédures.

- Nous devons développer la **résolution des litiges en amont du prétoire**, certains conflits peuvent être réglés sans qu'il soit besoin de recourir au juge par la médiation, la conciliation, la procédure participative votée le 22 décembre dernier ou encore l'arbitrage qui vient d'être réformé par un décret publié vendredi dernier. Nous avons développé ces mode alternatifs de règlement des conflits en 2010, nous poursuivrons en 2011 avec la transposition de la directive médiation.

- **L'efficacité de la justice, c'est sa capacité à trouver des réponses adaptées face à l'évolution des actes de délinquance notamment.**

La délinquance des mineurs pose des questions cruciales à notre société. Il faut la réprimer bien sûr, mais la jeunesse est la force vitale d'un pays, nous ne pouvons laisser certains adolescents partir à la dérive sans réagir. En arrivant dans ce ministère, ma première « sortie » a été pour un service éducatif de la PJJ ; je suis bien conscient que parmi ces jeunes, certains et seulement certains ont commis des actes gravissimes. Nous devons donc avoir à notre disposition un large ensemble de **réponses pénales, éducatives aussi : de la plus ouverte à la plus ferme**, sans a priori idéologique, en vérifiant leur pertinence avec l'aide des professionnels. J'entends que cette méthode guide les travaux en cours dans la réforme de la justice pénale des mineurs.

Il faut accorder à ces jeunes une chance de se reconstruire, de se réinsérer afin de retrouver leur place dans la société.

4. Un droit adapté, en phase avec la réalité socio-économique

Nous faisons la preuve à chaque instant de notre capacité d'innovation pour **faire évoluer le droit** civil, commercial, pénal : je m'en félicite car un cadre adapté est l'assurance de la confiance de nos concitoyens dans la règle de droit ; s'il y a confiance, il y a l'assurance aussi de l'application effective de la réglementation.

L'évolution des cadres juridique est un moteur aussi pour soutenir et développer l'activité économique. La création de l'EIRL en témoigne, qui favorise la création d'entreprise et l'initiative individuelle.

La réforme du droit est aussi une garantie pour la sécurité des relations juridiques. Des avancées s'annoncent dans ce domaine avec la réforme à venir du droit des contrats, et l'acte d'avocat inscrit dans le projet de modernisation des professions juridiques et judiciaires. Ces évolutions sont très attendues dans des domaines qui n'avaient pas connu de réforme d'envergure depuis de nombreuses années.

II. La justice repose sur des valeurs fondamentales qu'il faut préserver et concilier.
Elle repose notamment sur l'**équilibre entre sécurité et liberté**.

Nous devons trouver le juste équilibre entre la défense des droits et libertés, d'un côté, et la protection de la société, de l'autre, qui suppose de réprimer la délinquance, de prévenir la récidive...

1. Les réformes constitutionnelles nous ont permis de progresser à grands pas dans la défense des droits et libertés.

- Des projets sont sur le point d'aboutir : sans présumer du résultat des discussions, avec le **défenseur des droits**, les citoyens disposeront d'une structure mieux identifiée et aux moyens renforcés, notamment en matière d'investigation.
- Une autre avancée considérable, la **question prioritaire de constitutionnalité**, produit d'ores et déjà ses effets au profit de la protection des droits. Nous avons un devoir de réactivité pour opérer les changements qui s'imposent, nous l'avons bien compris en enrichissant la réforme de la **garde à vue**, actuellement à l'examen du parlement et également s'agissant du contrôle par le juge des **mesures d'hospitalisation**.

2. Nous réformons la **garde à vue** pour encadrer, limiter le recours à ces mesures privatives de libertés

- Le texte offre aussi de meilleures **garanties à la défense**, avec une présence renforcée de l'avocat et l'inscription dans notre procédure pénale du droit au silence.
- Mais nous ne devons jamais perdre de vue, au cours des discussions, l'impératif d'**efficacité de l'enquête pénale**. Les objectifs sont très clairs, nous devons disposer des meilleurs cadres pour faire émerger la vérité, afin de mettre les délinquants devant leurs responsabilités et d'apporter une réponse aux victimes.

3. La **privation de liberté** répond à l'impératif de sécurité publique ; mais nous devons impérativement veiller à toujours préserver la **dignité des personnes**. C'est le cas en garde à vue, c'est aussi et bien évidemment le cas en **détention**.

Des conditions de détention dignes sont primordiales pour la **réinsertion** des détenus, et donc la garantie d'une meilleure **prévention de la récidive**.

- Nous avons œuvré, depuis l'adoption en 2009 de la **loi pénitentiaire**, à moderniser le parc immobilier, à proposer des structures adaptées à la prise en charge des détenus souffrant de troubles du comportement, psychiatriques notamment. La première UHSA a ainsi été ouverte à Lyon.
- Mais bien des **défis** restent à relever, la **surpopulation carcérale** notamment : nous bouclerons ainsi le nouveau programme immobilier afin d'augmenter encore la capacité d'accueil à l'horizon 2018 et nous développerons la surveillance électronique pour l'exécution des fins de peines.

*

* *

Les attentes de nos concitoyens sont fortes à l'égard de la justice ; mais, vous le savez bien, les acteurs judiciaires ont une grande exigence et des qualités professionnelles pour y répondre. Je veux donner tous les moyens, humains, financiers, juridiques aussi, qui permettront d'avancer plus encore dans la modernisation de notre institution. **Nous agirons ensemble, en conscience et avec responsabilité, pour conduire les changements qu'exigent une justice et un droit de qualité.**